



**NOUS VENONS VOUS DIRE QU'IL FAUT AGIR !
18 NOVEMBRE 2015 A LA DGFIP :
LA GREVE PARTOUT, PAR TOUS, POUR TOUS !**

Les gouvernements qui se succèdent, assurent, sous couvert des politiques d'austérité, de réorganisation des services publics et de « rationalisation des coûts », une véritable casse organisée de la fonction publique.

Le Directeur Général de la DGFIP répercute cette politique en imposant une vague de restructurations, fusions et fermetures de postes et de services d'une ampleur sans précédent.

Ainsi, par exemple alors que ce sujet n'a jamais été abordé avec les organisations syndicales, est lancée une expérimentation de caisse sans numéraire au mépris des besoins des populations les plus fragiles et de nos partenaires dans le secteur public local.

Dans le même temps et toujours sans concertation, une instruction précise les conditions de participation de la DGFIP aux maisons de service au public. Il s'agit avant tout de mettre en œuvre à tout prix la démarche stratégique en sacrifiant les missions à la réduction massive des emplois et à l'évaporation des crédits budgétaires.

Dans ce contexte, la Direction Générale a décidé, une fois de plus, de modifier les règles de gestion et envisage la possible fusion des RAN (cette dernière se concrétise déjà en local dans deux départements).

S'agissant de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, les organisations syndicales rappellent leur opposition à cette fausse réforme fiscale qui ne rendra l'impôt ni plus juste ni plus progressif. Loin d'alléger nos services, sa mise en place les désorganisera et augmentera considérablement la charge de travail des agents de la DGFIP.

C'est cette logique qui, à la DGFIP, rend l'exercice de nos missions, les conditions de travail toujours plus difficiles.

Dès lors, nombre de collègues se posent cette question : jusqu'où iront-ils dans cette politique régressive ? La réponse est simple: aussi loin que nous les laisserons faire !

C'est toujours pour cela, et en s'appuyant sur l'engagement unitaire des principales organisations syndicales de la DGFIP (Solidaires Finances Publiques, CGT, et FO) que nous vous appelons à vous mettre en grève pour le 18 novembre prochain.

Le jour choisi est celui du CTR où le Directeur général doit annoncer 2130 nouvelles suppressions dans nos services pour l'année 2016, une annonce scandaleuse et à l'opposé des besoins du service public, des citoyens et des agents.

En Gironde, la Direction répercute ces politiques en enchaînant les restructurations qui mèneront à la destruction de nos services (PCRP, PCE, Trésoreries, SIE, sphère du contrôle fiscal...). Les organisations syndicales ont à nombreuses reprises dénoncé le simulacre de dialogue social qui les accompagne.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, convaincues de la solidarité d'intérêts entre tous les salariés et de la nécessité de développer les luttes collectivement dans nos services jusqu'à la grève interprofessionnelle, appellent l'ensemble des agents des finances publiques à faire du 18 novembre un mouvement national de grande ampleur pour préserver nos missions, nos emplois, nos structures et le maillage territorial.

EN PARTICIPANT AUX HMI ORGANISÉES :

- le 5 novembre à **Coutras, Libourne** (trésorerie), **Podensac** et **Cadillac**
 - le 9 novembre à **La Réole** et **Langon**
 - le 10 novembre à **Arcachon** et **Audenge**
- le 12 novembre à **St André de Cubzac**, **HDF Blaye** et **HDF Cenon**
 - le 13 novembre à **Lesparre, Pauillac** et **Castelnau**
- le 16 novembre à la **Cité administrative**, **DRFIP Mériadeck**, **Cambes**, **Castres**, **Paierie Départementale** et **Champ de Mars**
- le 17 novembre à l'**HDF de Libourne** et l'**HDF de Mérignac**

EN SE METTANT MASSIVEMENT EN GRÈVE LE 18 NOVEMBRE 2015 POUR EXIGER :

- ➔ l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, le retrait de la démarche stratégique, l'ouverture de véritables discussions, l'embauche de titulaires et les moyens financiers nécessaires à l'exercice des missions,
- ➔ des mesures d'urgence : le respect des statuts particuliers et le retrait du projet de déréglementation des règles de gestion, un plan d'amélioration des conditions de travail,
- ➔ La reconnaissance du travail des agents de la DGFIP par la revalorisation des régimes indemnitaires et l'abandon du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel).

EN PARTICIPANT AUX RASSEMBLEMENTS ORGANISÉS LE 18 NOVEMBRE À 10H00 :

devant la Trésorerie de **Sauveterre de Guyenne**, devant la Trésorerie de **Saint Loubès**
et devant la **DRFIP à Mériadeck**

TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE 2015